CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/1656
31 décembre 2001

FRANÇAIS
Original: RUSSE

LETTRE DATÉE DU 26 NOVEMBRE 2001, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE À LA CONFÉRENCE, TRANSMETTANT LE TEXTE DES DÉCLARATIONS FAITES LES 9 ET 16 NOVEMBRE 2001 PAR LE MINISTÈRE RUSSE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU SUJET DE L'EXÉCUTION, PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, DES OBLIGATIONS QUI DÉCOULENT POUR ELLE DU TRAITÉ SUR LES FORCES ARMÉES CONVENTIONNELLES EN EUROPE

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte des déclarations faites les 9 et 16 novembre 2001 par le Ministère russe des affaires étrangères au sujet de l'exécution, par la Fédération de Russie, des obligations qui découlent pour elle du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.

Je vous prie de bien vouloir faire le nécessaire pour que ces textes soient publiés comme document officiel de la Conférence du désarmement et distribués à toutes les délégations d'États membres de la Conférence et d'États qui participent aux travaux de l'instance sans en être membres.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la Fédération de Russie
à la Conférence du désarmement,
(*Signé*) Leonid A. **Skotnikov**

Déclaration du Ministère russe des affaires étrangères au sujet de l'exécution, par la Fédération de Russie, des obligations découlant pour elle de la Déclaration commune faite par la Fédération de Russie et la Géorgie à Istanbul le 17 novembre 1999

La Fédération de Russie n'a pas cessé d'exécuter les obligations qui découlent pour elle de la Déclaration commune faite par la Russie et la Géorgie à Istanbul le 17 novembre 1999.

Conformément au Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (Traité FCE), les armes et équipements russes constituant des éléments limités par le Traité (ELT) qui subsistaient sur le territoire de la Géorgie ont été retirés de ce pays dans le délai fixé, c'est-à-dire au 31 décembre 2000, une partie d'entre eux ayant d'ailleurs été éliminés sur place. Ces opérations ont été réalisées dans la transparence et sous la surveillance d'inspecteurs internationaux.

En été 2001, la base militaire russe de Vaziani a été démantelée et les forces qui y étaient stationnées ont été retirées.

Le retrait très récent des derniers matériels et personnels de l'ancienne base militaire russe de Goudaouta, officiellement démantelée le 1^{er} juillet 2001, marque un nouveau pas important dans la mise en œuvre des dispositions prévues par la Déclaration commune d'Istanbul. La partie russe a dû déployer des efforts supplémentaires considérables pour franchir ce pas. Nous exprimons notre reconnaissance aux autorités abkhazes pour le concours qu'elles ont apporté à l'accomplissement de cette opération. La base militaire russe de Goudaouta a ainsi été démantelée non seulement sur le plan juridique, mais aussi dans les faits.

Plusieurs éléments d'infrastructure de l'ancienne base de Goudaouta continueront d'être employés par les forces collectives de la Communauté d'États indépendants (CEI) qui sont chargées du maintien de la paix dans la zone du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie. Y seront stationnées des forces de maintien de la paix de la CEI faisant partie d'une formation d'appui.

L'achèvement du démantèlement de l'ancienne base militaire russe de Goudaouta et du retrait des forces satisfait aux exigences et dissipe les inquiétudes formulées par la partie géorgienne, tandis que, à notre sens, l'exécution par la Russie des obligations qui découlent pour elle de la Déclaration d'Istanbul facilitera le développement de relations de bon voisinage entre la Russie et la Géorgie.

Le 9 novembre 2001

**Déclaration du Ministère russe des affaires étrangères au sujet de
l'exécution, par la Fédération de Russie, des obligations
qui découlent pour elle du Traité FCE**

Le 14 novembre 2001, le dernier échelon des forces armées, avec les armes et équipements limités par le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (Traité FCE), a été retiré de la région de la Transnistrie, en République de Moldova, pour être ramené sur le territoire de la Fédération de Russie. Conformément aux engagements qu'elle a pris à Istanbul en novembre 1999 dans le cadre du Traité FCE, la Russie devait retirer ou éliminer 364 éléments d'équipement militaire assujettis aux limitations établies par ce traité, selon les données fournies précédemment par la partie russe. Sur ce total, 125 éléments ont été retirés et 239 ont été éliminés. Tous les faits relatifs au retrait et à l'élimination des matériels militaires ont été dûment enregistrés par les représentants de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

La Fédération de Russie a ainsi exécuté intégralement et pleinement, dans les délais fixés, les engagements susmentionnés qu'elle a pris à Istanbul. La mise en œuvre des autres décisions prises à Istanbul, hors du cadre du Traité FCE, se poursuivra.

À Moscou, le Gouvernement a noté avec satisfaction la coopération à l'organisation du retrait et de l'élimination des forces susmentionnées, qui s'est établie entre la Russie, les autorités de la région de la Transnistrie, en République de Moldova, l'OSCE et la Mission de cette dernière à Kichinev, de même que le concours apporté à cela par la République de Moldova. Il y a lieu de signaler aussi l'importance qu'ont revêtue la position constructive prise par l'Ukraine en assurant le transit par son territoire des matériels militaires et la compensation, par prélèvement sur le Fonds de contributions volontaires de l'OSCE, des dépenses engagées par la partie russe pour le retrait et l'élimination de ses ELT.

Comme chacun le sait, la Russie a aussi exécuté pleinement et dans les délais convenus les engagements qu'elle a pris à l'égard de la Géorgie dans le cadre du Traité FCE.

Tout cela atteste l'attachement de la partie russe aux obligations internationales qu'elle a contractées en matière de limitation des forces armées conventionnelles.

Nous comptons que nos partenaires dans le contexte du Traité qui ont pris des engagements à Istanbul le 19 novembre 1999, dans le cadre de l'Acte final de la Conférence des États parties au Traité FCE, s'attacheront eux aussi à exécuter scrupuleusement et de bonne foi leurs propres engagements.

Le 16 novembre 2001